
3rd Session, 50th Legislature,
New Brunswick,
34 Elizabeth II, 1985

3^e session 50^e Législature,
Nouveau-Brunswick,
34 Elizabeth II, 1985

BILL

PROJET DE LOI

**CUSTODY AND DETENTION OF
YOUNG PERSONS ACT**

**LOI SUR LA GARDE ET LA
DÉTENTION DES ADOLESCENTS**

FACULTY OF
LAW LIBRARY
UNIVERSITY OF
NEW BRUNSWICK

JUN 10 1985

HON. F. G. DUBÉ, Q.C.

L'HON. F. G. DUBÉ, C.R.

Custody and Detention of Young Persons Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

1 In this Act

“medical treatment” includes

- (a) surgical and dental treatment,
- (b) any procedure undertaken for the purpose of diagnosis,
- (c) any procedure undertaken for the purpose of preventing any disease or ailment, and
- (d) any procedure that is ancillary to any treatment as it applies to that treatment;

“Minister” means the Minister of Justice and includes a person designated to act on his behalf;

“place of open custody” means a place or facility designated as a place of open custody under section 3 or a place or facility within a class of such places or facilities so designated;

“place of secure custody” means a place or facility designated as a place of secure custody under section 3 or a place or facility within a class of such places or facilities so designated;

Loi sur la garde et la détention des adolescents

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète:

1 Dans la présente loi

«adolescent» désigne une personne qui est ou, en l’absence de preuve à l’effet contraire, semble être âgée d’au moins douze ans et de moins de dix-huit ans;

«directeur» désigne la personne responsable d’un endroit de garde en milieu fermé et s’entend également de toute personne désignée pour le représenter;

«endroit de détention temporaire» désigne un endroit désigné à titre d’endroit de détention temporaire en vertu de l’article 3 ou un endroit qui en constitue une sous-catégorie désignée à ce titre;

«endroit de garde en milieu fermé» désigne un endroit ou un établissement désigné à titre d’endroit de garde en milieu fermé en vertu de l’article 3 ou un endroit ou établissement qui en constitue une sous-catégorie désignée à ce titre;

«endroit de garde en milieu ouvert» désigne un endroit ou un établissement désigné à titre d’endroit de garde en milieu ouvert en vertu de l’article 3 ou un endroit ou établissement qui en constitue une sous-catégorie désignée à ce titre;

“place of temporary detention” means a place designated as a place of temporary detention under section 3 or a place within a class of such places so designated;

“program” means

- (a) a pre-trial detention and supervision program,
- (b) an open or secure custody program,
- (c) a program for the administration and supervision of dispositions, and
- (d) any other related service or program;

“superintendent” means the person in charge of a place of secure custody and includes a person designated to act on his behalf;

“young person” means a person who is or, in the absence of evidence to the contrary, appears to be twelve years of age or more but under eighteen years of age;

“youth custodial facility” includes a place of open custody, place of temporary detention and place of secure custody.

2 It is hereby recognized and declared that

- (a) young persons who commit offences require supervision, discipline and control but, because of their state of dependency and level of development and maturity, they also have special needs and require guidance and assistance, and
- (b) young persons have rights and freedoms in their own right, including those stated in the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and in particular a right to be heard in the course of, and to participate in, the processes that lead to

«établissement de détention pour adolescents» s’entend également d’un endroit de garde en milieu ouvert, un endroit de détention temporaire et un endroit de garde en milieu fermé;

«Ministre» désigne le Ministre de la Justice et s’entend également de toute personne désignée pour le représenter;

«programme» désigne

- a) la détention avant procès et un programme de surveillance,
- b) un programme de garde en milieu ouvert ou en milieu fermé,
- c) un programme pour l’administration et la surveillance des décisions, et
- d) tout autre service et programme connexes;

«traitement médical» comprend

- a) tout traitement chirurgical ou dentaire,
- b) toute intervention pour fin de diagnostic,
- c) toute intervention destinée à prévenir une maladie ou une affection, et
- d) toute intervention complémentaire du traitement entrepris.

2 La présente loi reconnaît et déclare que:

- a) les adolescents qui commettent des infractions requièrent surveillance, discipline et encadrement; toutefois, en raison de leur état de dépendance, de leur degré de développement et de maturité, ils ont des besoins spéciaux qui exigent conseils et assistance, et
- b) les adolescents jouissent, à titre propre, de droits et libertés, y compris ceux qui sont énoncés dans la *Charte canadienne des droits et libertés*, et notamment le droit de se faire entendre au cours du processus conduisant à des décisions

decisions that affect them, and young persons should have special guarantees of their rights and freedoms.

3(1) The Lieutenant-Governor in Council may designate places or facilities or classes of places or facilities as places of open custody.

3(2) The Lieutenant-Governor in Council may designate places or facilities or classes of places or facilities as places of secure custody.

3(3) The Lieutenant-Governor in Council may designate places or classes of places as places of temporary detention.

4 The Minister shall administer this Act and the regulations and may designate persons to act on his behalf.

5(1) A document in writing purporting to be signed by the Minister authorizing a person to act as his designate for the purposes of this Act or the regulations, or to do anything else under this Act or the regulations, shall, without proof of the signature or appointment of the Minister, be accepted by all courts in the Province as conclusive proof of the authority stated therein.

5(2) The person in possession of a written authorization referred to in subsection (1) shall, upon proof that his name is the same as the person named therein, be deemed to be the person named therein.

5(3) A written authorization issued by the Minister pursuant to subsection (1) shall be effective until revoked by the Minister.

6 The Minister may

(a) provide services and programs, and

qui les touchent et de prendre part à ce processus, ces droits et libertés étant assortis de garanties spéciales;

3(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner des endroits ou des établissements ou des sous-catégories d'endroits ou d'établissements à titre d'endroits de détention en milieu ouvert.

3(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner des endroits ou des établissements ou des sous-catégories d'endroits ou d'établissements à titre d'endroit de détention en milieu fermé.

3(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner des endroits ou des sous-catégories d'endroits à titre d'endroits de détention temporaire.

4 Le Ministre est chargé de l'application de la présente loi et peut désigner des personnes pour le représenter.

5(1) Un document écrit présenté comme étant signé par le Ministre et autorisant une personne à agir en qualité de délégué du Ministre aux fins de la présente loi ou des règlements ou à faire quoi que ce soit en vertu de la présente loi ou des règlements, doit sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ni la nomination du Ministre, être accepté par toutes les cours de la province à titre de preuve concluante de l'autorité qui y est indiquée.

5(2) La personne ayant en sa possession une autorisation écrite mentionnée au paragraphe (1) est réputée, sur preuve que son nom est celui indiqué au document, être la personne dont le nom figure au document.

5(3) Une autorisation écrite délivrée par le Ministre conformément au paragraphe (1) doit être valide jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par le Ministre.

6 Le Ministre peut

a) fournir des services et des programmes, et

(b) enter into contracts with persons for the provision of services and programs	b) conclure des contrats avec des personnes afin d'offrir ces services et ces programmes
for or on behalf of young persons detained in custody in a youth custodial facility.	pour le compte ou au nom des adolescents détenus sous garde dans un établissement de détention pour adolescents.
7 A superintendent may designate persons to act on his behalf.	7 Un directeur peut désigner des personnes pour le représenter.
8 The Minister may designate persons to be responsible for the supervision of young persons committed to open custody.	8 Le Ministre peut désigner des personnes chargées de la surveillance des adolescents placés sous garde en milieu ouvert.
9 A young person shall not be detained in custody in a youth custodial facility unless the young person	9 Un adolescent ne doit pas être détenu sous garde dans un établissement de détention pour adolescents sauf s'il
(a) is being detained prior to the making of an order or disposition by a judge,	a) est détenu avant qu'une ordonnance ou une décision ne soit rendue par un juge,
(b) is liable to imprisonment for default of payment of a fine,	b) est passible d'emprisonnement pour défaut de paiement d'une amende,
(c) has been committed to custody or imprisonment by a disposition or order of a judge, or	c) a été placé sous garde ou condamner à l'emprisonnement à la suite d'une décision ou d'une ordonnance rendue par un juge, ou
(d) has been transferred from a place of open custody or a place of secure custody, as the case may be.	d) a été transféré d'un endroit de garde en milieu ouvert ou d'un endroit de garde en milieu fermé, selon le cas.
10 Every young person who is detained in custody in a youth custodial facility	10 Tout adolescent qui est détenu sous garde dans un établissement de détention pour adolescents
(a) is subject to the rules of conduct and discipline as set out in the regulations, and	a) est sujet aux règles de conduite et de discipline énoncées dans les règlements, et
(b) shall participate in the programs provided under this Act and the regulations.	b) doit participer aux programmes offerts en vertu de la présente loi et des règlements.
11(1) Where a young person is moved to a psychiatric facility or hospital for examination or treatment the young person is not discharged from custody and during the time he is hospitalized he	11(1) Lorsqu'un adolescent est transféré dans un établissement psychiatrique ou dans un hôpital pour fins d'examen ou de traitement, l'adolescent n'est pas libéré et pendant la période où il est hospi-

shall be deemed to be in the custody of the person in charge of the youth custodial facility in which he was detained prior to hospitalization.

11(2) The time spent by a young person in a hospital or psychiatric facility is reckoned the same as if he had spent that time in the youth custodial facility in which he was detained prior to hospitalization.

11(3) Where the date for the discharge of a young person arises while that person is hospitalized he shall be discharged from custody on that date and the person in charge of the youth custodial facility in which he was detained prior to hospitalization shall take the necessary steps to remove that person from custody at that time.

11(4) Notwithstanding subsection (3), no young person who is hospitalized in a psychiatric facility shall be discharged from that psychiatric facility except in accordance with the provisions of the *Mental Health Act*.

12 Notwithstanding the *Medical Consent of Minors Act*, where

(a) a person under the age of sixteen years detained in custody in a youth custodial facility requires medical treatment, and

(b) the consent of the parent or guardian to medical treatment of that person is required by law and is refused or otherwise not obtainable,

the Minister may consent to the medical treatment for that person.

13 The superintendent may declare a situation to be an emergency situation in the case of the occurrence of fire, riot or disturbance, shortage of staff, contagious disease or a natural disaster.

talisé il est présumé être sous la garde de la personne en charge de l'établissement de détention pour adolescents où il était détenu avant son hospitalisation.

11(2) Le temps passé par un adolescent dans un hôpital ou un établissement psychiatrique est calculé au même titre que s'il avait passé ce temps à l'établissement de détention pour adolescents où il était détenu avant son hospitalisation.

11(3) Lorsque la date de libération d'un adolescent survient lorsque celui-ci est hospitalisé, il doit être libéré à cette date et la personne en charge de l'établissement de détention pour adolescents où il était détenu avant son hospitalisation doit prendre les mesures nécessaires afin de remettre en liberté cette personne à ce moment.

11(4) Nonobstant le paragraphe (3), nul adolescent hospitalisé dans un établissement psychiatrique doit être libéré de l'établissement psychiatrique autrement qu'en conformité avec les dispositions de la *Loi sur la santé mentale*.

12 Nonobstant la *Loi sur le consentement des mineurs aux traitements médicaux*,

a) lorsqu'une personne âgée de moins de seize ans est détenue sous garde dans un établissement de détention pour adolescents requiert un traitement médical, et

b) qu'il y a légalement lieu d'obtenir le consentement du père ou de la mère, ou du tuteur avant d'administrer un traitement médical, et que ce consentement est refusé ou ne peut être obtenu pour toute autre raison,

le Ministre peut donner son consentement au traitement médical pour cette personne.

13 Le directeur peut déclarer une situation comme étant une situation d'urgence lorsque survient un feu, une émeute, un soulèvement, une pénurie de personnel, une maladie contagieuse ou une catastrophe naturelle.

14 The superintendent or a person designated under section 8, as the case may be, shall discharge a young person from custody

- (a) when a judge orders the discharge,
- (b) when the term of the order or disposition made by a judge has expired, or
- (c) when the term of imprisonment for which the young person was liable for default of payment of a fine has expired.

15 The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the operation, maintenance, management and inspection of youth custodial facilities;
- (b) respecting the conduct, training, discipline, control, search, security, grievances or privileges of young persons detained in custody in a youth custodial facility;
- (c) respecting the establishment and operation of programs;
- (d) respecting the procedure to be followed when an emergency situation is declared by the superintendent;
- (e) respecting procedures for the admission of young persons to and their discharge from a youth custodial facility;
- (f) respecting the maintenance of records pertaining to young persons detained in custody in a youth custodial facility;
- (g) respecting the retention and disposal of property of young persons detained in custody in a youth custodial facility;

14 Le directeur ou la personne désignée en vertu de l'article 8, selon le cas, doit libérer un adolescent

- a) lorsqu'un juge ordonne la libération,
- b) lorsque la période prévue à l'ordonnance ou à la décision faite par un juge est expirée, ou
- c) lorsque la période d'emprisonnement dont un adolescent était passible pour défaut de paiement d'une amende est expirée.

15 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

- a) concernant le fonctionnement, le maintien, l'administration et l'inspection des établissements de détention pour adolescents;
- b) concernant la conduite, la formation, la discipline, le contrôle, la fouille, la sécurité, les griefs et les privilèges des adolescents détenus dans un établissement de détention pour adolescents;
- c) concernant l'instauration et le fonctionnement de programmes;
- d) concernant la procédure à être suivie lorsqu'une situation d'urgence est déclarée par le directeur;
- e) concernant les procédures d'admission et de libération des adolescents d'un établissement de détention pour adolescents;
- f) concernant la tenue des dossiers relatifs aux adolescents détenus sous garde dans un établissement de détention pour adolescents;
- g) concernant la conservation et la disposition des biens des adolescents détenus sous garde dans un établissement de détention pour adolescents;

BILL

**CUSTODY AND DETENTION OF
YOUNG PERSONS ACT**

Read first time

Read second time

Committee

Read third time

HON. F. G. DUBÉ, Q.C.

PROJET DE LOI

**LOI SUR LA GARDE ET LA
DÉTENTION DES ADOLESCENTS**

Première lecture

Deuxième lecture

Comité

Troisième lecture

L'HON. F. G. DUBÉ, C.R.

(h) providing for release programs and establishing criteria therefor;

(i) respecting the duties and powers of staff and volunteers in a youth custodial facility;

(j) providing for the assessment of young persons detained in custody in a youth custodial facility; and

(k) respecting forms to be used under this Act and the regulations.

16 Section 43 of the Family Services Act, chapter F-2.2 of the Acts of New Brunswick, 1980, is amended by repealing the definition “place of safety” and substituting therefor the following:

“place of safety” means the Nova Scotia School for Girls and such other place as may be designated in writing by the Minister.

17 Schedule B of the Judicature Act, chapter J-2 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out “Training Schools Acts” where it appears therein and substituting therefor “Custody and Detention of Young Persons Act”.

18 Subparagraph 11(2)(a)(ix) of the Provincial Court Act, chapter P-21 of the Revised Statutes, 1973, is repealed and the following substituted therefor:

(ix) Custody and Detention of Young Persons Act; and

19 The Training School Act, chapter T-11 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.

20 This Act or any provision thereof comes into force on a day to be fixed by proclamation.

h) prévoyant des programmes de mise en liberté et fixant des critères pour ces programmes;

i) concernant les fonctions et pouvoirs des membres du personnel et des travailleurs bénévoles dans un établissement de détention pour adolescents;

j) prévoyant l'évaluation des adolescents détenus sous garde dans un établissement de détention pour adolescents; et

k) concernant les formules à être utilisées en vertu de la présente loi et des règlements.

16 L'article 43 de la Loi sur les services à la famille chapitre F-2.2 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1980, est modifié par l'abrogation de la définition «lieu de sûreté» et son remplacement par ce qui suit:

«lieu de sûreté» désigne la «Nova Scotia School for Girls» et tout autre lieu que le Ministre peut désigner par écrit.

17 L'Annexe B de la Loi sur l'organisation judiciaire, chapitre J-2 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression des mots «Loi sur le centre de formation» et leur remplacement par les mots «Loi sur la garde et la détention des adolescents».

18 Le sous-alinéa 11(2)a)(ix) de la Loi sur la Cour provinciale, chapitre P-21 des Lois révisées de 1973, est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(ix) Loi sur la garde et la détention des adolescents; et

19 La Loi sur le Centre de formation, chapitre T-11 des Lois révisées de 1973, est abrogée.

20 La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entre en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation.